

## RESEARCH NOTE / NOTE DE RECHERCHE

# Nouvelles réflexions sur les travailleurs et la grève de Kirkland Lake, 1941–1942

**Sophie Blais**

PENDANT PRÈS DE TROIS MOIS, les travailleurs de huit des douze mines d'or de Kirkland Lake tentent d'obtenir sans succès la reconnaissance syndicale<sup>1</sup>. Leur grève, qui s'échelonne du 18 novembre 1941 au 12 février 1942, permet de contester d'abord et avant tout le refus des dirigeants des mines de vouloir négocier avec le local 240 du syndicat Union of Mine, Mill and Smelter Workers puis, dans la même foulée, de reconnaître celui-ci comme le représentant légitime et officiel des travailleurs. Plus important encore, cette grève est déclenchée au cœur de la Seconde Guerre mondiale, dans une industrie alors jugée essentielle à l'effort de guerre, à un moment où la victoire des alliés est loin d'être acquise. Si ce conflit attire plusieurs critiques des citoyens de l'époque, il réussit tout de même à mobiliser des milliers de travailleurs ainsi que plusieurs centrales syndicales à travers le pays.

La grève des mines d'or de Kirkland Lake fait l'objet de plusieurs remarques dans les ouvrages se rapportant à l'histoire du mouvement ouvrier canadien<sup>2</sup>.

1. Ce texte s'inspire de notre mémoire de maîtrise intitulé « Place aux individus : Les itinéraires professionnels des travailleurs lors de la grève de Kirkland Lake, 1941–1942 », Mémoire MA, Université Laurentienne, département d'histoire, 2009. Plus précisément, il s'agit de la continuité d'un premier – et fort différent – texte au sujet de la grève élaboré à partir de notre mémoire de spécialisation : « La solidarité des travailleurs lors de la grève de Kirkland Lake, 1941–1942 : le cas de la Lake Shore », dans Guy Gaudreau, dir., *Les hauts et les bas des mineurs de Kirkland Lake*, livre électronique mis en ligne à l'adresse suivante : <https://zone.biblio.laurentian.ca/dspace/handle/10219/34>, 133–171.

2. On consultera avec profit la revue de la littérature que nous avons menée au premier chapitre de notre mémoire de maîtrise; voir Blais, « Place aux individus... », 6–23. À ce propos, outre l'ouvrage incontournable de Laurel Sefton MacDowell [*Remember Kirkland Lake: The Gold Miners' Strike of 1941–1942 Revised Edition* (Toronto 2001 (1983))], plusieurs auteurs font référence à ce conflit. Voir par exemple, dans la veine de l'histoire régionale, Bernie Jaworsky,

---

Sophie Blais, « Nouvelles réflexions sur les travailleurs et la grève de Kirkland Lake, 1941–1942, » *Labour/Le Travail*, 64 (Fall 2009), 107–133.

Les analyses, quoique parfois fort pertinentes, comme celle menée par Sefton MacDowell, ne fournissent pas toutefois un examen satisfaisant du déroulement du conflit. Ce qui nous frappe dans les textes de nos prédécesseurs sur les conflits ouvriers, c'est la fréquente absence de réflexions par rapport aux travailleurs impliqués<sup>3</sup>. Comme l'affirmait avec justesse Evelyn Dumas il y a près de 40 ans en examinant certaines des grèves marquantes dans l'histoire du Québec : « le simple gréviste se perd dans l'anonymat et le temps<sup>4</sup> ».

Il ne fait pas de doute que la monographie de Sefton MacDowell présente la recherche la plus fouillée sur l'objet de notre étude. En effet, son ouvrage nous permet de comprendre en profondeur l'environnement externe entourant la grève en retraçant efficacement, non seulement l'histoire du syndicalisme dans le nord de l'Ontario, mais aussi le contexte économique, soit le progrès et le déclin de l'or pendant la guerre ainsi que le contexte politique, soit l'appui ou l'hostilité reçue par les autorités locales et gouvernementales. Mais l'analyse des travailleurs semble inachevée dans cet ouvrage. Outre les témoignages de quelques leaders syndicaux – et parfois ceux de leurs femmes – personnages

---

*Lamps Forever Lit: A Memorial to Kirkland Lake Area Miners* (Calgary 2001), 15, 110 et 119; Philip Smith, *Harvest from the Rock: A History of Mining in Ontario* (Toronto 1986), 263–267; André Wetjen et L.H.T. Irvine, *The Kirkland Lake Story: A Pictorial History* (Kirkland Lake 1988), 83–89; Jean-Yves Pelletier, *Kirkland Lake* (Ottawa 1988), 90–97; Marian Louise Dike, « The Changing Economic Structure of Kirkland Lake », Mémoire MA, University of Western Ontario, 1969, 23–24 et 67; on consultera aussi les ouvrages de Michael Barnes [*The Town that Stands on Gold* (Cobalt 1978), 163 et 168; *Fortunes in the Ground: Cobalt, Porcupine and Kirkland Lake* (Erin 1986), 217–218; *Kirkland Lake* (Kirkland Lake 1994), 119–121]. Dans la veine de l'histoire ouvrière et syndicale, voir les ouvrages suivants : Laurel Sefton MacDowell, « The Formation of the Canadian Industrial Relations System during World War II », dans Laurel Sefton MacDowell et Ian Radforth (dir.), *Canadian Working-Class History, Selected Readings, Third Edition*, (Toronto 2006 (1992)), 279–281; Charles Lipton, *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec, 1827–1959* (Montréal 1979), 410–411; Laurel Sefton MacDowell, *Renegade Lawyer: The Life of J.L. Cohen* (Toronto 2001), 98–103; Stuart Marshall Jamieson, *Times of Trouble: Labour Unrest and Industrial Conflict in Canada, 1900–66* (Ottawa 1968), 283–284; Irving M. Abella, *Nationalism, Communism and Canadian Labor: The CIO, the Communist Party and the Congress of Labour, 1935–1956* (Toronto 1973), 88–90; voir aussi l'ouvrage *The Canadian Labour Movement, 1902–1960* (Ottawa 1975), 20–21; John B. Lang, « A Lion in a Den of Daniels: A History of the International Union of Mine Mill and Smelter Workers in Sudbury, Ontario 1942–1962 », Mémoire MA, Guelph University, 1970, 33–40; Charlie Angus, « Learning the Lessons of Kirkland Lake: Dick Hunter joins the CIO », dans Charlie Angus et Susan Meurer (dir.), *Carved from the Rock, Volume II: The Miner's History Project* (Sudbury 1996), 36–40; Mike Solski et John Smaller, *Mine Mill: The History of the International Union of Mine Mill & Smelter Workers in Canada since 1895* (Ottawa 1984), 86–96; Wayne Roberts, *Miner's Life: Bob Miner and Union Organizing in Timmins, Kirkland Lake and Sudbury* (Hamilton 1979), 5–7.

3. On consultera notre mémoire de maîtrise pour une revue des principales grèves du secteur minier canadien; voir Blais, « Place aux individus... », 13–20.

4. Evelyn Dumas, *Dans le sommeil de nos os : Quelques grèves au Québec de 1934 à 1944* (Ottawa 1971), 11.

que l'on peut considérer comme les plus illustres, seuls quelques détails au sujet des travailleurs sont livrés dans cet étude<sup>5</sup>.

Nous proposons ici une relecture de la grève de Kirkland Lake qui permet d'observer les travailleurs présents lors du conflit, dans une des mines affectées par l'arrêt de travail : la Lake Shore Gold Mines, la société aurifère la plus importante parmi celles en grève. S'intéresser au déroulement de la grève, et plus précisément à la dynamique interne de celle-ci, facilite, nous semble-t-il, la réflexion sur les travailleurs impliqués que l'historiographie ramène d'habitude à deux seuls groupes opposés, soit les grévistes et les briseurs de grève<sup>6</sup>. Chose certaine, les actions individuelles entreprises par les travailleurs de la mine Lake Shore structurent quotidiennement le déroulement du conflit. Notre examen de l'environnement interne s'ajoute donc à l'analyse sociopolitique externe déjà effectuée. De cette façon nous reconnaissons l'importance de cette grève comme événement marquant de l'histoire ouvrière canadienne. Cette étude vise donc à accroître les connaissances relatives à cette grève en y joignant dorénavant l'examen du rôle des individus y ayant participé.

## Réflexions sur les sources : des nouvelles catégories de travailleurs

Réexaminer la grève de Kirkland Lake exige forcément de nouvelles sources. Nous avons pu d'abord compter sur les fiches d'embauche et de service du personnel de la mine Lake Shore, accessibles seulement depuis 2005<sup>7</sup>. Ces

5. Voir par exemple Sefton MacDowell, *Remember*, 18–21, au sujet des salaires et des coûts relatifs au niveau de vie. On consultera également la section « The Character and Conditions of the Work Force in the Mining Community », 50–55, au sujet des difficultés des travailleurs miniers.

6. Chez les historiens du travail, les termes « *scab* » ou « *strikebreaker* » représentent habituellement aussi bien les travailleurs embauchés pendant la grève que ceux qui ont refusé de faire la grève. Quelques auteurs ont ajouté des groupes supplémentaires dans leurs analyses sur les grèves. Gaudreau par exemple y ajoute un groupe de travailleurs identifiés comme non-grévistes. Il s'agit des travailleurs qui demeurent fidèles à l'entreprise durant la grève, groupe à ne pas confondre avec les briseurs de grève, nouveaux employés embauchés durant le conflit; voir la note 14 dans Guy Gaudreau, « Les causes d'une participation à la grève : grévistes et non-grévistes de la Noranda Mines Ltd., juin 1934 », dans Gaudreau (dir.), *L'histoire des mineurs du nord ontarien et québécois* (Sillery 2003), 191–192. Notons que cette appellation n'est pas nouvelle et qu'elle a été employée, par exemple, il y a plus de trente ans par Michelle Perrot dans sa thèse de doctorat; voir *Les ouvriers en grève, France 1871–1890, tome II* (Paris 1974), 504–513. Sefton MacDowell mentionne brièvement la présence d'un groupe de travailleurs « loyaux » pendant la grève de Kirkland Lake. Ce sont les travailleurs qui ont appuyé les comités d'employés mis sur pied par les dirigeants des mines pour contrer l'influence du syndicat; voir *Remember*, 157–158.

7. Les fiches d'embauche proviennent des archives personnelles de Guy Gaudreau. La collection comprend les fiches d'approximativement 10 300 travailleurs ayant occupé un poste à la mine Lake Shore entre 1928–1968. La fiche comprend des renseignements personnels sur l'employé comme le statut marital par exemple; la fiche contient également des renseignements relatifs à l'emploi à la mine tels que le poste occupé, le salaire, les congés et ainsi de suite.

fiches ont servi à saisir une multitude de données afin de faciliter les analyses ultérieures et, notamment, l'examen du conflit jour après jour, examen qui nous éloigne de toute généralisation simpliste. Une fois jumelées aux articles d'une quinzaine de journaux consultés – dont le *Globe and Mail* reconnu pour sa position propatronale et le *Toronto Star* plus proche des intérêts ouvriers<sup>8</sup> – et jumelées à l'ouvrage incontournable de Sefton MacDowell, fille de l'un des organisateurs syndicaux impliqués, les fiches permettent un regard qui renouvelle l'interprétation du conflit<sup>9</sup>.

Deux dépouillements de l'ensemble des fiches d'embauche de la Lake Shore, ensemble apparaissant fort complet<sup>10</sup>, nous ont permis de récolter un total de 1 085 travailleurs présents durant le conflit<sup>11</sup>. Ce nombre est considérable; il marque bel et bien l'importance de la Lake Shore en tant que compagnie

---

Pour une présentation complète des fiches d'embauche et de service de la mine Lake Shore, voir le chapitre de Guy Gaudreau et Kevin Auger, « Kirkland Lake : Aux sources de l'histoire des mineurs » dans Gaudreau, *Les hauts et les bas*, 19–26; on consultera plus précisément les figures 1.1 et 1.2 aux pages 20 et 21, au sujet de renseignements spécifiques contenus sur la fiche. Voir également, à titre d'exemple, la figure 1 dans Guy Gaudreau, « Les absences au travail dans les mines de Kirkland Lake, 1927–1943 : congés, fins de semaine et vacances annuelles », *Labour / Le Travail*, 62 (automne 2008), 55.

8. Les publications et journaux suivants ont été dépouillés : *Canadian Forum* (dorénavant *CF*) 1941–1942; *Canadian Unionist* (*CU*), 1941–1942; *Globe and Mail* (*GM*), 1941–1942; *North Bay Nugget* (*NBN*), novembre 1941–février 1942; *Northern Daily News* (Kirkland Lake) (*NDN*), 1939–1942; *Northern Miner* (*NM*), 1939–1942; *Sault Daily Star* (*SDS*), novembre 1941–juin 1942; *Sudbury Star* (*SS*) 1941–1942; *Timmins Daily Press* (*TDP*), juin 1941–juin 1942; *Toronto Star* (*TS*), 1941–1942. Voir Blais, « Place aux individus... » qui contient également le dépouillement du *Canadian Mining Journal*, du *Canadian Mining and Metallurgist Bulletin*, du *C.I.O. News*, du *Porcupine Advance*, de l'édition canadienne du *Steel Labor* et du *Temiskaming Speaker*.

9. Il est dommage que nous n'ayons pas pu consulter les témoignages, recueillis par Sefton MacDowell pour sa thèse de doctorat, qui sont interdits de consultation aux Archives nationales du Canada jusqu'en 2015. Cela dit, un dépouillement d'une quinzaine de fonds d'archives syndicales ont permis de dénicher quelques pistes inédites. Mentionnons à titre indicatif les témoignages réunis par Barbara Dunphy auprès des femmes d'organisateur·s syndicaux [voir Archives de l'Université Laurentienne (dorénavant *AUL*), Fonds Barbara-Dunphy (P047)] et un document inédit, manuscrit de Rick Stow, *Remember Kirkland Lake: the Audio Documentary* (*AUL*, Fonds United Steelworkers of America, Timmins (P020), boîte 1, fichier : « Remember Kirkland Lake : 1999 »).

10. Selon Gaudreau et Auger, à peine 2 % de la totalité des fiches de la Lake Shore auraient été perdues; voir « Kirkland Lake... », 24.

11. Le premier examen de l'ensemble des fiches d'embauche avait permis de dénombrer 1 054 personnes présentes lors de la grève; celles-ci avaient été retenues lors d'une première recherche [voir Blais, « La solidarité... »]. L'échantillon de un sur dix de l'ensemble des fiches de la Lake Shore mis sur pied par Guy Gaudreau a permis de faire une première vérification de ce nombre. Sur la base de cet échantillon très précis de 1 030 personnes, Gaudreau avait estimé à environ 1 100 le nombre de travailleurs présents lors de la grève [voir Gaudreau et Auger, « Kirkland Lake... », 28]. En passant à nouveau en revue la totalité des fiches d'embauche, on a pu repérer 31 travailleurs additionnels, ce qui a haussé le nombre de travailleurs impliqués à la Lake Shore.

minière en 1941–1942<sup>12</sup>. Notre recherche repose donc sur la série à peu près complète des travailleurs, présents à un moment ou à un autre pendant le conflit, et non sur un simple échantillon.

Au départ, l'ensemble des personnes examinées peut être réparti en trois groupes. Le premier se compose de 834 travailleurs identifiés comme grévistes, c'est-à-dire les travailleurs ayant, à un moment ou un autre, participé à l'effort de grève<sup>13</sup>. Le second regroupe 222 travailleurs, soit les non-grévistes<sup>14</sup>. Ces derniers ont continué à travailler durant le conflit; certains, parce qu'ils étaient obligés de se rendre au travail et d'autres, parce qu'ils refusaient de joindre les piquets de grève. À l'inverse de ce que prétendent Solski et Smaller qui estiment que seulement quelques douzaines de travailleurs ont franchi les piquets de grève au début du conflit, la solidarité ouvrière est déjà bel et bien remise en cause<sup>15</sup>. Le troisième et dernier groupe compte à peine 29 travailleurs : c'est le groupe des briseurs de grève<sup>16</sup>, terme, qui, dans un sens restreint, se rapporte aux travailleurs embauchés pendant la grève.

Très rapidement, cette répartition s'est avérée trop grossière pour que l'on puisse saisir les principales forces en présence. Il devenait nécessaire de répartir les travailleurs selon des catégories plus précises afin de mieux comprendre l'évolution de cet arrêt de travail. C'est pourquoi nous avons opté pour six catégories scindant les grévistes en trois groupes. Ainsi la distinction entre les grévistes qui quittent la grève et retournent au travail et ceux qui abandonnent la grève et quittent plutôt la ville, nous apparaît essentielle, notamment parce qu'elle permet de souligner le rôle de ceux qui se sont effacés discrètement du conflit. En ce sens, le travailleur qui met fin au piquetage

12. Selon la déclaration de l'entreprise, il y avait 1 046 travailleurs à la Lake Shore en 1941, ce qui renforce notre sentiment qu'il nous manque fort peu de personnes qui auraient été présentes lors des événements. Voir Ontario, *51<sup>e</sup> Rapport annuel du ministère des Mines* (Toronto 1942), 131.

13. Ces travailleurs ont été facilement identifiables par l'entremise de la mention « *STRIKE* » ou « *Out on Strike* » estampillée dans leur dossier. Il semble que l'identification formelle du gréviste sur sa fiche d'embauche est une pratique répandue par l'administration des mines. Voir à titre d'exemple la grève de la Noranda Mine Ltd. de 1934, mentionnée dans Gaudreau, *L'histoire des mineurs*, 191–192.

14. À la Lake Shore, ces travailleurs ont été identifiés en examinant leur date d'embauche, leur date de départ de la mine et leurs absences.

15. Solski et Smaller appuient la déclaration du syndicat faite dans le *Northern Citizen*; voir *Mine Mill*, 86–87. Sefton MacDowell est à ce sujet plus nuancée puisqu'elle rapporte l'évaluation du syndicat (139–141), que nous considérons excessive, tout en citant un article du *Toronto Star* indiquant que 3 850 travailleurs sur 4 300 font la grève (139). Sefton MacDowell considère que la grève a été menée par un groupe de travailleurs unifiés (60), ce qui ne semble pas être toutefois le cas à la mine Lake Shore.

16. Si les auteurs ont amplement fait référence au recrutement de briseurs de grève pendant le conflit [voir Roberts, *Miner's Life*, 6–7; Jaworsky, *Lamps Forever Lit*, 110; Smith, *Harvest*, 265], ils ont négligé de faire état de leur poids réel dans les mines. Ces *scabs* semblent peu nombreux, du moins à la mine Lake Shore.

pour joindre les rangs de l'armée n'est pas à mettre dans le même panier que celui qui choisit de retourner au travail. Appelons donc le premier groupe, les « grévistes transfuges », histoire d'éviter de les confondre avec les briseurs de grève embauchés pendant le conflit; ils sont 163 au total à reprendre le travail pendant la grève. Appelons le second groupe, les « grévistes migrants », groupe de 113 travailleurs qui abandonnent le conflit et passent ensuite à autre chose : 68 quittent la ville, ce qui représente 60 % d'entre eux; 16 autres s'enrôlent dans l'armée; 3 d'entre eux se trouvent un autre emploi. Nous ignorons ce qui arrive aux 26 restants, mais à en juger par les politiques d'embauche de la Lake Shore, il est peu probable qu'ils aient été recrutés par les autres mines en grève puisque les dirigeants des sociétés minières ne désiraient pas se nuire entre eux pendant le conflit. Quant au troisième groupe de grévistes, les « grévistes solidaires », il réunit ceux qui participent à la grève jusqu'à la fin de celle-ci. Ce groupe, le plus important en nombre, comporte 558 travailleurs.

Quant aux non-grévistes, ils ont été divisés en deux groupes. Nous retrouvons d'abord un contingent de 58 personnes nommé le « personnel non syndiqué », qui englobe notamment le personnel cadre et le personnel de bureau dont quelques femmes secrétaires et sténographes. Rassemblant ainsi tous les travailleurs qui n'étaient pas considérés comme des mineurs et qui ne faisaient pas partie du syndicat, le groupe du personnel non syndiqué est bien sûr demeuré au travail pendant le conflit<sup>17</sup>. Cette particularité le distingue d'un autre groupe de 164 travailleurs, qualifié de « loyalistes », soit ceux qui décident volontairement de ne pas participer à l'effort de grève. Ces deux groupes présentent des caractéristiques objectivement différentes.

Quant aux briseurs de grève, aucun changement n'a été apporté à ce groupe : ce sont les travailleurs embauchés pendant la grève afin de maintenir la production et de rendre, jusqu'à un certain point, la grève inefficace.

Finalement, pour approfondir davantage notre étude, et pour mieux comprendre l'environnement interne de la mine Lake Shore, nous avons aussi récolté les fiches d'une cinquantaine de travailleurs embauchés à la fin du conflit afin de mieux saisir le processus du retour au travail.

Qu'en est-il alors de la qualité de cette source d'information ? Gaudreau et Auger ont déjà mesuré la validité de ces fiches du personnel dans un texte publié<sup>18</sup>. Ces derniers ont constaté que les renseignements inscrits sur les fiches de la mine Lake Shore étaient fort complets comparativement aux fiches des sociétés minières étudiées par le passé<sup>19</sup>. Ainsi, les fiches deviennent une source inédite servant à esquisser le portrait du travailleur de la Lake Shore, et dans notre cas, appréhender son rôle au moment de la grève de 1941–1942.

17. À l'inverse des travailleurs miniers, payés à l'heure ou à la journée, le salaire du personnel cadre et du personnel de bureau, soit celui des travailleurs non syndiqués, est bimensuel.

18. Voir le chapitre de Gaudreau et Auger, « Kirkland Lake... », 10–28.

19. Gaudreau et Auger, « Kirkland Lake... », 22.

De prime abord, il faut reconnaître les limites que pose une telle source. À l'évidence, l'utilisation des fiches impose une analyse qui se veut surtout descriptive. En soi, il faut obliger la synthèse du récit historique pour faire valoir le récit des personnes impliquées. En ce sens, la fiche nous révèle peu au sujet des convictions personnelles et des motivations réelles des travailleurs; elle nous permet surtout de retracer l'unicité des parcours pendant le conflit. Les convictions idéologiques de chacun demeurent donc indémonstrables. Consciente de cette lacune, nous croyons que les fiches sont néanmoins essentielles pour mesurer la contribution des individus dans la grève de Kirkland Lake.

### Un déroulement complexe

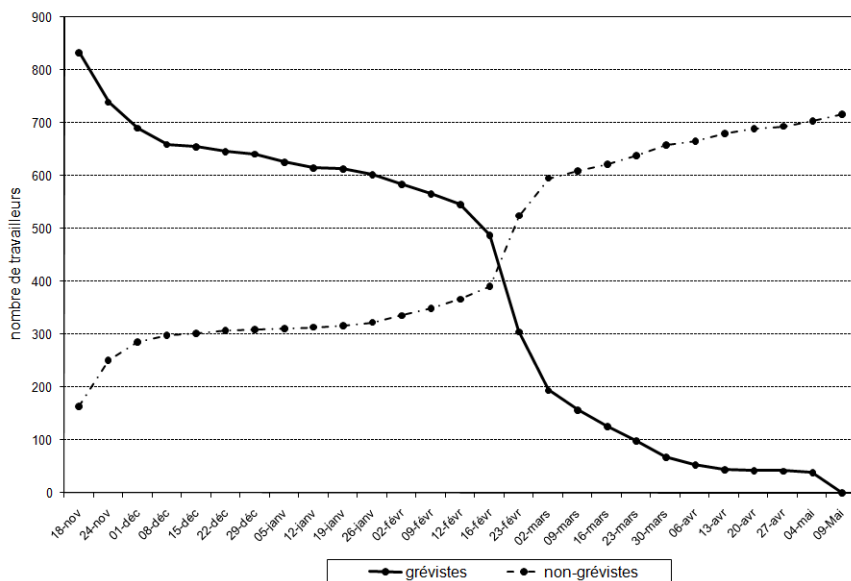
La grève débute officiellement pendant la soirée du 18 novembre 1941 lorsque les équipes de travail de huit mines sur douze, à Kirkland Lake, débutent leur exercice de piquetage<sup>20</sup>. Comme les départs des piquets de grève et les retours au travail étaient scrupuleusement consignés sur les fiches d'embauche de la Lake Shore, nous avons pu retracer avec précision les déplacements de presque tous les travailleurs de la mine tout au long de la grève<sup>21</sup>. Un décompte quotidien du nombre de personnes de chaque camp se trouve à l'annexe A tandis que l'évolution hebdomadaire du rapport de force entre grévistes et non-grévistes à la Lake Shore est illustrée dans le graphique montré ci-dessous.

La ligne pleine représente les départs progressifs des grévistes des piquets de grève alors que la courbe pointillée illustre le poids des travailleurs fidèles à l'entreprise, les grévistes retournés au travail, les briseurs de grève et les nouveaux travailleurs embauchés après la grève. Comme il devait obligatoirement se rendre au travail, le personnel non syndiqué ne fait pas partie de ce décompte.

Jour après jour, les grévistes installés sur les piquets de grève perdent des camarades alors que les mineurs continuent de retourner à la Lake Shore. Les deux courbes inversées illustrent la grande mobilité des travailleurs de cette mine pendant la grève. Examinons plus attentivement le déroulement du conflit en le découpant mois par mois.

20. Pour une revue complète des événements menant au déclenchement du conflit, voir l'ouvrage *Remember* de Sefton MacDowell.

21. Comme certaines fiches ne livrent pas les renseignements nécessaires, les déplacements de quelques travailleurs nous échappent sûrement. C'est peut-être le cas de certains travailleurs en congés prolongés lors du déclenchement; ces derniers ont possiblement joint les piquets de grève, mais ils nous ont échappé. Considérons aussi ceux qui ont subi un licenciement pendant la grève étant donné qu'ils se sont peut-être joints à l'effort syndical. C'est le cas de William Simpson, président du local 240, qui a été licencié en décembre pour ses activités liées au syndicat, et de Colborne (Doc) Ames, secouriste de la Lake Shore. Bien que leurs fiches nous indiquent qu'ils ont été congédiés en décembre nous savons bel et bien qu'ils participaient à la grève dès le début.



### Évolution des effectifs ouvriers au travail et sur les piquets de grève à la Lake Shore, du 18 novembre 1941 au 9 mai 1942

\* Fiches d'embauche et de service de la Lake Shore Gold Mines.

Novembre est marqué par les travailleurs loyalistes et par la présence de nombreux ouvriers qui cessent rapidement de faire la grève. En effet, les deux premières semaines du conflit seront particulièrement mouvementées; plusieurs choisissent rapidement leur emploi plutôt que la cause syndicale. Ainsi, au jour un de la grève, 164 travailleurs refusent de faire la grève et traversent, avec le groupe du personnel non syndiqué, les lignes de piquetage pour se rendre au travail. Ce nombre n'étonne pas puisqu'ils avaient été 273 à la Lake Shore à se prononcer contre la grève lors d'un vote mené plus tôt durant le mois<sup>22</sup>. Ces nombreux loyalistes remettent déjà en question l'effort syndical entrepris par les 834 grévistes de la Lake Shore la même journée. Jour deux, 19 novembre : un premier travailleur quitte les piquets de grève et la ville; un geste qui sera imité tout au long de la grève. Jour sept, 24 novembre : 94 autres grévistes ont depuis le temps abandonné la grève; parmi ceux-ci, 88 sont retournés au travail, soit 94 % d'entre eux. Déjà, en sept jours, la courbe

22. Des 4 333 travailleurs éligibles aux votes en novembre, à Kirkland Lake, 4 057 exerceront leur droit de vote, 2 725 se diront en faveur de la grève et 1 254 se prononceront contre celle-ci; voir la *Gazette du Travail*, cité dans Sefton MacDowell, *Remember*, 120 et la note de la page 264.



des grévistes chute de façon importante tandis que celle des mineurs au travail est à la hausse. Au treizième jour, soit le 30 novembre, 41 grévistes additionnels ont abandonné la lutte au cours de la dernière semaine et 27 d'entre eux décident de rentrer au travail. Au total, 136 grévistes auront déserté la grève au cours des deux premières semaines en reprenant, dans la grande majorité des cas, le travail. Il y a maintenant 279 travailleurs à l'œuvre sans compter le personnel non syndiqué, par rapport à 698 grévistes. Mais, qu'est-ce que cela implique pour les activités de production de la Lake Shore ?

Considérant le nombre de retours au travail dans les deux premières semaines de la grève et la présence des loyalistes, la Lake Shore aurait-elle vraiment cessé complètement la production comme le suggère Sefton MacDowell dans son ouvrage<sup>23</sup> ? À l'évidence, le syndicat et les patrons des mines ne s'entendent pas quant au nombre de mineurs réellement au travail au lendemain du déclenchement du conflit<sup>24</sup>. D'un côté, le syndicat refuse d'admettre qu'il y a eu un retour significatif au travail et maintient que le travail dans les mines demeure paralysé. D'un autre côté, les patrons affirment que la production se maintient. Comme les journaux sont favorables soit à l'un soit à l'autre camp, il devient difficile de faire la part des choses<sup>25</sup>. Ainsi, le *Northern Daily News*, journal associé au camp patronal<sup>26</sup>, explique dans un article paru le 21 novembre que la production se maintient dans les mines malgré un ralentissement<sup>27</sup>. On lira dans un article du 25 novembre du même journal que la Lake Shore réussit à extraire 300 tonnes de minerai par jour comparativement aux 1 000 à 1 500 tonnes habituelles<sup>28</sup>; ce niveau de production augmentera au fur et à mesure que les mineurs retourneront au travail<sup>29</sup>. Même si le *North Bay Daily Nugget* reproduit, le 21 novembre, la déclaration du syndicat, affirmant que la Lake Shore est complètement paralysée<sup>30</sup>, nous croyons que, compte tenu des effectifs sur place, la mine est de fait en activité, bien que le rythme d'extraction du minerai soit fortement réduit. En fait, on

23. Sefton MacDowell, *Remember*, 139.

24. Voir notamment « Strike May Last Weeks », *sds*, 21 novembre 1941 (article qui, comme bien d'autres, a été tiré de l'agence de presse *Canadian Press*); « Number of Men Still Working Disputed Today », *NBN*, 19 novembre 1941; « 900 Men at Work Kirkland Mines: Rest of 4300 are Striking », *NBN*, 20 novembre 1941; « Not 75 Work, Says Union, 900 Operators State », *GM*, 21 novembre 1941.

25. Voir Arnold E. Brown, « A Newspaper Fights a Miners' Strike », *CF*, 21, 252 (janvier 1942), 301–304 au sujet de la prise de position des journaux soutenant la partie patronale.

26. Voir Barnes, *Kirkland Lake*, 121.

27. « Operations at Mines are Curtailed: But Going on Steadily is Claim », *NDN*, 21 novembre 1941.

28. « Lake Shore Mill is Turning Out 300 Tons Daily », *NDN*, 25 novembre 1941.

29. « Mine Operations on Upgrade Today Operators State », *NDN*, 28 novembre 1941.

30. « Kirkland Strike on Fourth Day », *NBN*, 21 novembre 1941.

peut sans doute suggérer, à la suite du *Northern Miner*, également reconnu pour son soutien envers les compagnies minières<sup>31</sup>, que la Lake Shore n'aurait été fermée que durant la première journée de piquetage<sup>32</sup>. Toujours selon cette publication, environ 35 % des travailleurs de Kirkland Lake seraient retournés au travail à partir du 27 novembre<sup>33</sup>. Notons par ailleurs que les briseurs de grève, ces nouveaux travailleurs embauchés pendant le conflit, ne semblent pas présents en ce mois de novembre, si on en croit les fiches de la Lake Shore et les journaux<sup>34</sup>.

La journée du 24 novembre marque l'arrivée d'un contingent de policiers à Kirkland Lake, dont la photographie fait la page couverture de l'ouvrage de Sefton MacDowell. La présence de ces policiers, appelés en renfort pour assurer le maintien de l'ordre dans la communauté<sup>35</sup>, est perçue comme un geste d'intimidation par le syndicat<sup>36</sup> qui tente de poursuivre son effort de grève. L'opinion avancée en ce qui concerne l'impact de cette présence policière ne semble guère avoir changé avec les années, si on se fie aux entrevues laissées dans les archives syndicales<sup>37</sup>. Ce point de vue syndical est résumé succinctement dans le documentaire audio de Rick Stow, historien amateur, réalisé en 1997 : « it was the task of this [police] force to harass and intimidate strikers and their families<sup>38</sup> ».

Décembre est le mois où apparaissent les premiers briseurs de grève, groupe de travailleurs nouvellement embauchés. C'est aussi un mois qui donne lieu à un ralentissement des départs et des retours au travail à la Lake Shore. Jour dix-huit de la grève, 5 décembre : cinq briseurs de grève débutent leur travail à la Lake Shore. Jour quarante-quatre, 31 décembre : le ralentissement se

31. Lang, « A Lion in a Den of Daniels... », 34.

32. « Kirkland C.I.O. Strike Sees Partial Operations », *NM*, 20 novembre 1941.

33. « Kirkland Lake Production Now Half of Normal Rate », *NM*, 27 novembre 1941.

34. Voir « No Outside Men are Being Hired at Local Mines », *NDN*, 28 novembre 1941.

35. Voir notamment « The Laws of Canada Must be Respected », *NDN*, 25 novembre 1941; « 180 Provincial Police Now in Kirkland Lake », *SDS*, 24 novembre 1941; « Will not Tolerate Anarchy in Strike, Hepburn Declares », *GM*, 25 novembre 1941; « Will 'Recruit Army' if Needed for Order », *TOS*, 24 novembre 1941.

36. « Church Charges Provincial Police are Intimidating Striking Miners », *NDN*, 28 novembre 1941; « Police Force Said too Big », *GM*, 25 novembre 1941; « Protest Huge Police Force Sent to Mine Area », *TOS*, 25 novembre 1941.

37. Pour le point de vue de Tom McGuire, voir *AUL*, Fonds Mike Solski (P019), boîte F48,4, « Transcripts of interviews: Interview with Reid Robinson, Chase Powers and Tom McGuire » (12 décembre 1969), 2; et *AUL*, Fonds Jim Tester (P059), boîte I23 4.2, « cassette 6 : Tom McGuire » (8 septembre 1973). Pour celui de Bob Carlin, voir *AUL*, Fonds Gilbert Gilchrist (P048), boîte I34.1, « cassette Bob Carlin 1 : The Hard Rock Miner and his Union ».

38. *AUL*, P020, boîte 1, fichier « Remember... », Stow, *Remember*, 1. Au sujet de l'intimidation des grévistes par la police, voir l'article « Claim Officers Destroyed Union Tent at Gate Mine », *TDP*, 26 novembre 1941.

poursuit et le décompte des travailleurs se chiffre maintenant à 638 grévistes par rapport à 310 personnes au travail. Des 60 travailleurs qui ont quitté les piquets de grève pendant le mois, seulement la moitié retournent à la Lake Shore, ce qui contraste avec les départs survenus en novembre alors que la grande majorité des départs étaient suivis d'un retour sur les lieux de travail.

À l'échelle régionale, les leaders syndicaux affirment que la grève demeure solide<sup>39</sup>, tandis que les patrons rétorquent que la production est maintenue dans les mines<sup>40</sup>. La Lake Shore planifie d'ailleurs de nouveaux développements<sup>41</sup>. Il n'y a pas qu'à la Lake Shore qu'on assiste à un retour partiel au travail, car les travailleurs des autres mines regagnent également le travail, ce qui affaiblit l'effort de grève<sup>42</sup>. La station de radio *CJKL* de Kirkland Lake mentionne, le 18 décembre, que 1 320 hommes seraient au travail, sans compter les 240 autres qui auraient également abandonné l'effort de grève en passant à autre chose<sup>43</sup>. Certes, ces chiffres semblent à première vue élevés, mais ceux-ci demeurent probables si l'on tient compte de ce qui se passe à la Lake Shore. En décembre, les patrons des mines lancent même une invitation à ceux qui désirent retourner au travail en garantissant, dans la mesure du possible, de respecter l'ordre des retours jusqu'à ce que tous les postes soient comblés<sup>44</sup>. Il est évident que les patrons souhaitent à tout prix augmenter la production. Néanmoins, tout comme à la Lake Shore, on semble assister à un ralentissement des départs et des retours au travail en décembre<sup>45</sup>.

Janvier constitue certainement le mois présentant le moins de va-et-vient durant cette grève en dépit de l'embauche des briseurs de grève à la Lake Shore qui, notons-le, demeure plus restreinte que ce que l'historiographie avait mentionné. Les départs sont également lentement à la hausse alors que les retours au travail demeurent relativement bas. Jour soixante-dix, 26 janvier : 36 employés ont quitté leur travail depuis le début du mois, et ce, à intervalles réguliers. Seulement six d'entre eux sont retournés au travail alors que sept briseurs de grève sont également embauchés, et ce, à des jours différents. Jour

39. « See no Peace Signs in Gold Mine Strike », *TOS*, 4 décembre 1941.

40. « All Mines Working at Kirkland Lake », *NM*, 4 décembre 1941.

41. « Lake Shore New Developments to East Significant », *NM*, 4 décembre 1941.

42. Voir « Numbers at Mines Still Increasing », *NDN*, 2 décembre 1941; « Miners are Foresaking Strike Ranks for Mine Jobs Operators State », *NDN*, 5 décembre 1941; « Now 1,281 Men at Work in the Kirkland Mines », *NDN*, 12 décembre 1941; « More Strikers Go Back to Work », *NM*, 11 décembre 1941; « More Strikers Back at Kirkland », *NM*, 18 décembre 1941; E.G. Smith, « New Increase in Workers », *GM*, 6 décembre 1941; « 19 More Miners Return to Work », *GM*, 9 décembre 1941.

43. Archives de l'Université McMaster (dorénavant *AUM*), Fonds J.N. (Pat) Kelly (*JNK*), boîte 2, billet vol 1, n°1, document « Transcript of Radio Talk: Alex Harris on *CJKL* » (18 décembre 1941), 1 et 5.

44. « Miners Desiring to Work Advised to Report », *GM*, 12 décembre 1941.

45. « Men are Going Back to Work in the Mines », *NDN*, 19 décembre 1941.

soixante-quinze, 31 janvier : la dernière semaine du mois coïncide avec l'arrivée du plus grand nombre de briseurs de grève; soit onze travailleurs. Ces derniers sont embauchés alors que les effectifs grévistes continuent à diminuer; treize quittent le piquet de grève au cours de cette semaine, mais aucun d'entre eux ne retourne travailler. Le rapport de force se situe maintenant à 589 grévistes contre 334 personnes au travail.

Toutefois, on imagine mal une fin rapide au conflit<sup>46</sup>, même si les grévistes perdent régulièrement des membres<sup>47</sup>. Les tensions augmentent : une parade menée par le syndicat le 5 janvier est rapidement bloquée par le contingent de policiers<sup>48</sup>; leur geste est qualifié d'irresponsable par le syndicat<sup>49</sup>. À la fin du mois, on annonce une hausse des forces policières pour tenter d'apaiser les tensions dans la ville<sup>50</sup>. Le gouvernement fédéral refuse de s'impliquer directement dans la grève, compte tenu de l'échec du comité de conciliation mis en place précédemment dans la région<sup>51</sup>. Néanmoins, le syndicat accepte, vers la fin du mois, de se soumettre au processus d'arbitrage que le gouvernement fédéral a suggéré pour régler le conflit<sup>52</sup>, mais les dirigeants des sociétés minières rejettent cette proposition immédiatement<sup>53</sup>. Les patrons refusent toujours de négocier avec le syndicat, ce qu'ils ont d'ailleurs rappelé aux sociétaires<sup>54</sup>. Les effets de la grève se font particulièrement sentir sur le syndicat vers la fin du mois, puisque même la branche américaine du syndicat se montre en faveur d'une résolution du conflit<sup>55</sup>.

46. « Settlement of Strike is not yet in Sight », *NDN*, 2 janvier 1942.

47. « Strike Numbers Still Dwindle Operators Say », *NDN*, 16 janvier 1942.

48. « Kirkland Union Gets Panicky », *NM*, 8 janvier 1942.

49. « Won't Recall Police from Kirkland Lake », *TOS*, 7 janvier 1942.

50. « Police Reinforcements going to Kirkland Lake », *GM*, 30 janvier 1942; « Police Reach Top Strength », *TOS*, 30 janvier 1942.

51. « King Refuses to Intervene in Mines Now: Would Serve No Useful Purpose », *NDN*, 16 janvier 1942.

52. « Settlement of Strike Indicated », *NBN*, 19 janvier 1942; « Miners Accept Mitchell Plan to go to War Labour Board », *GM*, 20 janvier 1942.

53. « National War Labour Board to Arbitrate Strike », *SDS*, 22 janvier 1942; « War Board may Settle Big Strike », *NBN*, 20 janvier 1942.

54. « Mines State Opposition to Local 240 », *NDN*, 20 janvier 1942; voir également *AUM*, *JNK*, boîte 2, billet vol 1, n°1, document « Further Information to Shareholders on the Kirkland Lake Labour Situation », 26 janvier 1942.

55. « American C.I.O. Head Urges Kirkland Strike Settlement », *SDS*, 26 janvier 1942.

Février : fin du conflit; comme les mines d'or ne sont plus essentielles à l'effort de guerre<sup>56</sup> et que le gouvernement refuse toujours d'intervenir<sup>57</sup>, il devient difficile pour le syndicat de maintenir sa position<sup>58</sup>. Incapable d'assumer les coûts de la grève, le syndicat met fin au conflit dans l'intérêt de l'unité nationale<sup>59</sup>. La grève est immédiatement perçue dans les médias comme un échec<sup>60</sup>.

Les départs, suivis de retours au travail, sont nombreux pendant ce mois à la Lake Shore. Jour quatre-vingt-six, 11 février, dernière journée de la grève : 31 grévistes ont abandonné la grève depuis le début du mois; 18 retournent au travail, soit plus de la moitié d'entre eux. Sans doute, ces travailleurs sont beaucoup moins hésitants à traverser les lignes de piquetage puisque la grève achève. Peut-être ne feront-ils pas forcément face à la critique de leurs collègues grévistes, du moins, pas comme ceux qui ont quitté en décembre et en janvier alors que la fin de la grève était loin d'être prévisible. Quatre autres travailleurs sont également embauchés avant la fin de la grève; l'un d'entre eux, le sera précisément le 11 février. En cette dernière journée officielle du conflit, il ne reste que 558 grévistes sur les lignes de piquetage, soit une baisse de 33 % par rapport aux grévistes initiaux; 163 grévistes seront retournés au travail pendant le conflit tandis que 113 autres auront quitté les lieux en devenant des travailleurs migrants, représentant respectivement 20 % et 14 % des grévistes. Le camp non gréviste se chiffre à 356 personnes, dont 46 % est formé de travailleurs loyalistes, 46 % de grévistes transfuges et 8 % de briseurs de grève. En effet, les effectifs non grévistes, passant de 164 à 356, auront plus que doublé au cours du conflit.

Les courbes de notre graphique s'inversent rapidement par la suite. Jour quatre-vingt-sept, 12 février : la grève est terminée; les 12 grévistes qui quittent ce jour-là retournent presque tous au travail. Jour quatre-vingt-onze,

56. Bien que l'entrée en guerre des États-Unis date de décembre, et que cela assouplit considérablement les conditions d'obtention de matériel de guerre acheté aux États-Unis, le gouvernement fédéral prend un certain temps avant de décréter que les mines d'or ne sont plus essentielles à l'effort de guerre; voir Solski et Smaller, *Mine Mill*, 94. Ce n'est qu'à compter de février que l'on assiste à un transfert de la main-d'œuvre vers les nouvelles industries essentielles, comme le nickel par exemple; voir Roberts, *Miner's Life*, 7 et 8; Sefton MacDowell, *Remember*, 206.

57. « Ottawa won't Interfere in Strike Issue », *NDN*, 6 février 1942.

58. « Mines Need Fewer Men When Strike is Ended », *GM*, 3 décembre 1941.

59. Abella, *Nationalism*, 89; voir également les articles de journaux suivants : « Strike at Kirkland Lake Ends Union Accepts Settlement », *sds*, 12 février 1942; « Kirkland Lake Strike is Over, Union Reports », *GM*, 12 février 1942; « Strike at Kirkland is Ended », *NBN*, 12 février 1942.

60. « Many in Kirkland Lake Contemplate High Lost of Industrial Dispute », *NDN*, 17 février 1942; « Lessons of Kirkland Lake », *NDN*, 17 février 1942; « Bulldozing Tactics of C.I.O. Win Absolutely Nothing at Kirkland Lake », *NM*, 12 février 1942; « Grief and more Grief », *NM*, 26 février 1942; « Strike has made Kirkland Lake Desolate Place », *NBN*, 13 février 1942.

16 février : premier retour au travail massif à la Lake Shore, 45 grévistes cessent de faire la grève et la moitié d'entre eux reprennent le boulot. Jour quatre-vingt-dix-huit, 23 février : 107 des 130 grévistes abandonnant la grève lors de cette journée reviennent au travail. Dorénavant les effectifs ouvriers surpassent les effectifs grévistes. Jour cent, 25 février : la Lake Shore décide d'embaucher deux nouveaux employés ce jour-là alors qu'il reste 276 grévistes qui n'ont toujours pas repris le travail. À première vue, la Lake Shore a un besoin pressant de main-d'œuvre; au total, on embauchera 51 nouveaux travailleurs de février à mai.

Comme nous l'indiquait le graphique, les retours au travail continuent progressivement, de mars à mai, alors que plusieurs grévistes décident de quitter sans pour autant revenir à l'emploi de la Lake Shore. Jour cent soixante-treize, 9 mai : les travailleurs qui ne sont pas encore retournés au travail sont licenciés et rayés des listes de paie; le 9 mai constitue une date butoir pour le retour au travail. Nous y reviendrons.

### Un retour au travail lent et sporadique

Le retour au travail à Lake Shore s'effectue principalement entre le 12 et le 24 février<sup>61</sup>. Ce délai de quelques semaines après la fin de la grève est tout à fait compréhensible, car l'industrie des mines doit prévoir du temps pour sécuriser les lieux qui ont été fermés pendant la grève et reprendre la production<sup>62</sup>. Cela signifie, en théorie, qu'à la fin février, tous les travailleurs auraient dû être rentrés au travail; or, à la Lake Shore, plus de 238 travailleurs restent sans emploi à la fin du mois, du moins si on prête foi aux fiches d'embauche et de service. Pourquoi certains grévistes tarderaient-ils à entrer au travail ?

L'idée d'un prolongement de l'action syndicale après la grève est peu probable en dépit de ce que nous pensions lors de notre premier examen du conflit<sup>63</sup> et en dépit des commentaires laissés par Bob Carlin. Selon ce dernier, « the people were so determined to stand until they won the strike that they stayed out on the picket lines for three days after it was officially called off<sup>64</sup> ». Si ce prolongement a effectivement eu lieu, il n'a pas été rapporté dans les journaux et surtout, sa courte durée n'aurait pas pu affecter le retour au travail. Dès le moment où c'est le syndicat qui décide de mettre fin au conflit, la poursuite des efforts de grève aurait été illogique et surtout, opposée aux nouveaux objectifs du syndicat visant à ne pas nuire davantage à l'effort de

61. Selon Sefton MacDowell, la production dans les mines reprend de façon régulière entre le 12 et le 21 février; voir *Remember*, 209.

62. Voir « Re-employment of miners told », *GM*, 4 mars 1942; « Nobody Wins a Strike », *NDN*, 13 février 1942.

63. Voir Blais, « La solidarité... », 150–151.

64. AUL, Fonds Sudbury Area Industrial Relations Archives (S.A.I.R.A.), boîte I18.1, documents audio, cassette 8 : Bob Carlin.

guerre<sup>65</sup>, car n'oublions pas qu'en février 1942, les alliés, qui étaient toujours en ligne défensive, n'avaient pas encore remporté une seule victoire décisive.

Éliminons également l'explication voulant que la demande de travailleurs dans les mines d'or soit radicalement en chute libre en raison de la nouvelle conjoncture politique et économique<sup>66</sup>. À la Lake Shore, on procède même à de nouvelles embauches à partir de février pour combler les postes demeurés vacants. En effet, les nombreux départs des travailleurs enregistrés pendant le conflit ont fait en sorte que la demande de force de travail soit ajustée. Plus d'une cinquantaine de nouvelles embauches ont lieu pour remédier au manque de main-d'œuvre à la Lake Shore. Ainsi, le déclin progressif des mines d'or ne peut non plus expliquer à lui seul ce lent retour au travail. Pourrait-il s'agir alors de politiques sélectives exercées par les patrons des mines visant à réprimer les travailleurs jugés récalcitrants ou trop impliqués dans le syndicat ?

Selon les journaux, un système de retour au travail aurait été établi dans chacune des mines sur la base de l'ancienneté du personnel<sup>67</sup>. Les travailleurs déjà sur place, auraient élu, selon le *Northern Miner*, des comités responsables d'une politique de retour au travail qui aurait permis une transition plus souple après la grève<sup>68</sup>. Le syndicat affirme cependant que les gestionnaires des mines ne respectent pas leur engagement de tenir compte de l'ancienneté en refusant la réembauche des membres clés du syndicat ayant tous pourtant plusieurs années de service<sup>69</sup>. Tom McGuire, l'administrateur nord-ontarien pour le Mine Mill, s'en plaint dans une lettre datée du 16 février :

There is quite a bit of discrimination going on and the men [are] being hired back quite slowly. The discrimination cases are quite difficult in most instances to prove, but we are making records of all possible cases for future use. Many of the men are leaving town for other sections. I feel that within the week, the operators will be fighting among themselves for producers<sup>70</sup>.

65. « Strike Ends; Men Line up to get Jobs », *NDN*, 13 février 1942.

66. « Future of Gold Mining and Other Matters are Probed », *TDP*, 31 mars 1942; « Gold Production in Canada Due for Decline », *NM*, 25 juin 1942.

67. « Mines Have Taken Back 300 Men Since Strike Declared Off », *NDN*, 17 février 1942; « Will Adhere to Seniority », *GM*, 17 février 1942; « To Honor Seniority of Workers », *NBN*, 17 février 1942; « Observe Seniority Operators Assure », *TOS*, 17 février 1942.

68. « C.I.O. Surrenders Unconditionally », *NM*, 19 février 1942; voir aussi « Strike Ends... », *NDN*, 13 février 1942.

69. « C.I.O. Claims Mine Operators Not Living Up to Promise of Respect for Men's Seniority in Rehiring », *NBN*, 23 février 1942; le *Canadian Unionist* rapporte également que les travailleurs impliqués dans le syndicat sont placés sur une liste noire : voir « The Kirkland Lake Strike », *CU* (mai 1942), 287.

70. Archives nationales du Canada (ANC), R5699, 22-3-E, 41-7-E, fichier MG28-I103, vol 133, n°5 « Kirkland Lake Strike Fund. Contributions. », lettre de Tom McGuire à Pat Conroy, 16 février 1942.

À la Lake Shore, l'examen des fiches d'embauche et de service indique que les retours au travail semblent être faits de façon aléatoire et non sur la base de l'ancienneté. Certes, les travailleurs embauchés avant le conflit de 1941 forment le groupe le moins rappelé, mais ce sont néanmoins les travailleurs avec le plus d'années de service qui ne retourneront jamais au travail après la grève<sup>71</sup>. À cet égard, nous ne pouvons pas savoir à quel degré la Lake Shore applique des politiques sélectives et punitives quant au retour au travail, car les fiches nous révèlent peu au sujet de la discrimination faite envers les grévistes. Certains travailleurs se voient sûrement refuser l'accès au travail, mais les fiches ne permettent pas de dresser la liste des grévistes exclus. Les fiches nous révèlent que la Lake Shore accepte les retours des travailleurs à partir de la fin de la grève jusqu'au 9 mai 1942, date butoir décrétée pour rayer des listes de paie ceux qui ne sont toujours pas rentrés au travail. Au total, 35 grévistes solidaires seront congédiés en mai en raison de l'application de cette politique qui vise à clore les dossiers des travailleurs toujours absents. Deux de ces travailleurs congédiés reviennent à la mine en juin 1942. La date butoir est significative, car, presque trois mois après l'arrêt de la grève, la Lake Shore accueille toujours certains grévistes désireux de revenir. En fait, on peut même dire les dirigeants des mines cherche désespérément des travailleurs. La preuve en est que les dirigeants, dans leur rapport annuel de 1942, se plaignent de la rareté de la main-d'œuvre, phénomène qui perdure même longtemps après la fin du conflit.

Time lost during the strike, however, and the scarcity of experienced driftmen since its termination, reduced the total [footage] advance [in development drifts] to less than 59 per cent of the figure for last year. At the present time, the rate of advance in development drifts is about in proportion to the reduced tonnage brought about by the shortage of labour and supplies [...] <sup>72</sup>.

Cette situation nous amène à avancer l'hypothèse que la rareté de la main-d'œuvre a peut-être obligé la direction de la Lake Shore à être plus souple dans ses politiques de réembauche. Cela pourrait aussi signifier que le lent retour au travail est en partie causé par le refus de certains grévistes, qui contestent le résultat de la grève, de reprendre le travail. Un geste qui équivaut à poursuivre chacun de son côté l'effort de grève. Un éditorial du *Northern Daily News* affirme qu'il y a en effet des travailleurs qui refusent de rentrer au travail<sup>73</sup>. Nommés les « *boat rockers* », ces travailleurs sont considérés, par le quotidien, comme étant des agitateurs qui souhaitent ramener la grève à l'intérieur des mines. Nous ne savons pas si ces travailleurs sont mandatés ou

71. Ce fait est également confirmé par l'historiographie. Selon Sefton MacDowell, ce sont les travailleurs les plus âgés qui sont les derniers à être réembauchés : voir *Remember*, 211.

72. Ontario, *51<sup>e</sup> Rapport annuel*, 134.

73. « Don't Rock the Boat », *NDN*, 27 février 1942.



non par le syndicat, même si le *Northern News* affirme que c'est le cas<sup>74</sup>. Sefton MacDowell rapporte que le comité exécutif du syndicat aurait adopté une sorte de politique encourageant l'absence au travail tant et aussi longtemps que les travailleurs ayant le plus d'années de service ne seraient pas réembauchés<sup>75</sup>. Sans entrer dans certains détails, ce geste est peut-être posé par solidarité envers des camarades d'autres sociétés minières qui se montrent, comme c'est le cas de la mine Teck-Hughes, très hostiles face aux ex-grévistes<sup>76</sup>. Toujours est-il que cette politique non officielle reste vague et nous ne savons pas combien de travailleurs auraient, à ce titre, refusé de reprendre le travail à la Lake Shore. Sans doute que certains du groupe des solidaires ont suivi cette consigne pour quelque temps.

Toutefois à partir du 13 mars le syndicat n'est plus en mesure de verser des fonds de secours pour les travailleurs toujours sans emploi<sup>77</sup>, sans compter que le ministre provincial refuse également d'intervenir et d'apporter son aide<sup>78</sup>. Cette situation met forcément un terme au refus de retourner au travail qu'auraient suivis certains travailleurs. Sans aucun appui, plusieurs doivent reprendre le travail faute de ressources financières.

Cela dit, les rapports hebdomadaires des membres de l'exécutif du syndicat indiquent que le Mine Mill continue d'appuyer les grévistes après la grève en tentant de leur trouver des emplois. Puisque ces rapports sont peu détaillés, l'ampleur de cet appui n'est pas précisée. On sait que le syndicat mène d'abord une première campagne pour trouver des emplois aux grévistes n'ayant toujours pas repris le travail à la mi-mars, mais on ne sait pas s'il s'agit de ceux de la Lake Shore<sup>79</sup>. Grâce au syndicat, plus de 50 mineurs iront chercher des emplois à Timmins<sup>80</sup>. Un article du *Daily Press* confirme qu'il y a bel et bien un déplacement de la main-d'œuvre de Kirkland Lake vers les mines de cette ville<sup>81</sup>. Le syndicat incite également certains grévistes à se joindre aux forces

74. « Don't Rock... », *NDN*, 27 février 1942.

75. Sefton MacDowell, *Remember*, 209.

76. Au sujet des réembauches à la Teck-Hughes, voir « C.I.O. Claims... », *NBN*, 23 février 1942; Sefton MacDowell, *Remember*, p. 211; Solski et Smaller, *Mine Mill*, 95; AUL, P020, boîte 1, fichier « Remember... », *Stow*, *Remember*, 49.

77. Sefton MacDowell, *Remember*, 211. L'arrêt des versements est aussi noté dans les articles suivants : « Union Cuts Off Strike Benefits », *NDN*, 17 mars 1942; « Seek Ottawa Intervention to Aid Kirkland Miners », *TDP*, 16 mars 1942.

78. « Province Won't Aid Unemployed Miners », *TOS*, 11 mars 1942.

79. On consultera les rapports suivants mentionnant l'appui aux mineurs dans leur recherche d'emploi : Archives de l'Université York (dorénavant *AUY*), Fonds Ray Stevenson (F0167), boîte 7, fichier 2 : « International Union of Mine, Mill and Smelter Workers Board Members and Organizers Weekly Report Blank », 28 mars et 11 avril 1942.

80. *AUY*, F0167, boîte 7, fichier 2 : « International Union of Mine... », 4 avril 1942.

81. « Have more Men then Required for Mine Jobs », *TDP*, 18 mars 1942.

armées<sup>82</sup>, faute peut-être d'avoir pu leur trouver immédiatement du travail dans les mines. De plus, comme la guerre perdure et que la main-d'œuvre qualifiée se fait de plus en plus rare, une campagne fédérale est menée pour diriger les travailleurs des mines d'or vers les mines de nickel de Sudbury<sup>83</sup>, maintenant jugées essentielles à l'effort de guerre<sup>84</sup>. Il y a plusieurs travailleurs de Kirkland Lake qui se déplaceront, comme le confirment certains articles du *Sudbury Star*<sup>85</sup>. À Sudbury, on accepterait tous les travailleurs, peu importe s'ils étaient très impliqués dans la grève de Kirkland Lake, car le besoin de main-d'œuvre est criant<sup>86</sup>. Ajoutons qu'on encourage également les travailleurs à aller vers les aciéries de Sault-Sainte-Marie<sup>87</sup>. Parallèlement à cela, un certain nombre des membres clés du syndicat se dirigent vers Sudbury pour tenter un nouveau projet de syndicalisation<sup>88</sup>. Selon Bob Carlin, plusieurs leaders syndicaux viendront de Kirkland Lake et iront partout au pays<sup>89</sup>. Le syndicat aide également le local 241 de Timmins<sup>90</sup>; ce qui atteste la diversification des activités du local.

Cette situation nous amène à analyser la question du retour au travail à la lumière des annotations des fiches d'embauche et de service. Si le pointeur de la Lake Shore consignait scrupuleusement chaque départ et chaque retour au travail pendant la grève, il ne faut pas s'étonner que cette pratique devienne beaucoup moins rigide une fois le conflit terminé et que les itinéraires de plusieurs travailleurs solidaires nous échappent. À l'évidence, la compagnie ne sent plus le besoin de suivre attentivement les déplacements des travailleurs, sans compter qu'ils sont nombreux à partir et, peut-être, à aller voir ailleurs si le climat de travail est plus sain. Ainsi, même si les fiches indiquent que plusieurs travailleurs ne sont toujours pas de retour, et ce, jusqu'en mai, nous ne croyons

82. AUY, F0167, boîte 7, fichier 2, « International Union of Mine... », 2 mai 1942.

83. « Essential Industries Given First Call on Orders of E.M. Little: Precious Metal is no Longer Seen as Vital », ss, 28 septembre 1942.

84. Les mines de Sudbury sont jugées essentielles à l'effort de guerre : voir « All Inco Energies Behind War Effort », ss, 29 avril 1942.

85. « Northern Gold Mines to Supply Inco Labor: Kirkland Lake and Timmins will Supply 700 », ss, 28 septembre 1942; « Well Satisfied: Hardrock Miners Like New Jobs », ss, 6 octobre 1942.

86. Voir « Transfer from Gold to Nickel Easily Made », ss, 6 octobre 1942, 7.

87. Sefton MacDowell, *Remember*, 211.

88. AUL, P019, boîte F48.4, Transcripts of interviews: Interview with Reid Robinson, Chase Powers and Tom McGuire, 12 décembre 1969, 8; Sefton MacDowell rapporte que le syndicat dirige dorénavant ses efforts vers Sudbury : voir *Remember*, 217.

89. AUL, P019, boîte F47 3.1, documents audio, cassette 6 : Bob Carlin on Labour Forum. Voir Sefton MacDowell, *Remember*, 220–221 au sujet des déplacements des membres clés du syndicat.

90. AUY, F0167, boîte 7, fichier 2 : « International Union of Mine... », 30 mai 1942.

pas que cela signifie nécessairement qu'ils sont toujours sans emploi ou même qu'ils sont encore dans la région. En l'absence de toute information précise sur le sort réservé à plusieurs, les fiches demeurent silencieuses, ce qui contribue à donner l'impression d'un lent retour au travail.

De plus, les raisons de départ de ceux qui quittent à cause de la grève ne sont pas notées de façon précise sur les fiches. Outre les 35 travailleurs rayés des listes de paie le 9 mai, on ne voit sur ces fiches que peu de détails expliquant les raisons de leur départ, sauf dans le cas de cinq grévistes : quatre d'entre eux quittent la région et un cinquième joint l'armée. Les autres ont tous comme raison de départ l'annotation « *Quit – Out on Strike* » inscrite à leur dossier. Bien que cela devrait signifier qu'ils enregistrent tous un départ volontaire, la précision des détails relevés précédemment par le pointeur de la mine, nous indique qu'il est invraisemblable que tous ces travailleurs aient ce même motif de départ sans annotation complémentaire. Il y a inévitablement des grévistes qui quittent la ville, d'autres qui se trouvent des emplois dans les autres mines voisines. Si la Lake Shore procède à de nouvelles embauches d'anciens grévistes des autres mines, l'inverse doit aussi être forcément vrai. Comme nous venons de le voir, une combinaison de facteurs influence le lent retour au travail.

### **Les emplois détenus : une nouvelle piste pour les prises de position pendant la grève**

Revenons quelque peu sur les prises de position des travailleurs pendant la grève. Si on examine les caractéristiques familiales et professionnelles des différents groupes de travailleurs impliqués afin de savoir qui ils étaient, force est d'admettre que les groupes demeurent très semblables et présentent des traits similaires, comme on peut le voir à l'annexe B. Majoritairement mariés et ayant une famille résidant à Kirkland Lake, ils ont une longue expérience de travail dans les mines. Seuls, deux des six groupes se distinguent : le personnel non syndiqué, groupe hétéroclite comptant des cadres, et les briseurs de grève étant massivement des Canadiens français (ils sont 22 sur 29 à la Lake Shore), ce qui confirme le portrait ethnique qu'en faisait l'historiographie<sup>91</sup>.

Si l'ethnicité de certains grévistes solidaires demeure particulièrement frappante, il n'en demeure pas moins que l'explication de la durée de la grève doit être cherchée ailleurs. En effet, il faut examiner attentivement les postes occupés par les grévistes solidaires à l'intérieur de la mine. Occupant plus de 60 postes différents, les solidaires semblent s'être distingués de leurs collègues en affichant une forme de solidarité non seulement de métiers, mais aussi selon le lieu de travail.

Certains postes se retrouvent manifestement du côté gréviste et constituent certainement une seconde piste explicative dans la prise de position des solidaires par rapport à la grève. C'est sûrement le cas des foreurs. Plus de la

91. Roberts, *Miner's Life*, 6; Sefton MacDowell, *Remember*, 148.

moitié des grévistes solidaires sont des foreurs, soit 286 personnes formant 68 % de tous les foreurs de la mine. Leur poids dans la grève est considérable, car ils forment un groupe compact de travailleurs du fond qui ont tenu les piquets de grève du début à la fin et qui savent qu'ils pourront toujours se trouver du boulot aisément tellement leur qualification est recherchée. Ils ont certainement contribué à prolonger la grève en affichant, croyons-nous, une solidarité de métier. On retrouve les autres foreurs surtout chez les grévistes migrants, ce qui est également révélateur de leur solidarité. Plutôt que de retourner au travail et de nuire directement à l'effort de grève, 67 foreurs (16 %) décident de quitter la région. À peine 29 foreurs, soit 7 % d'entre eux, font partie des loyalistes, alors que 36 autres (9 %) deviendront des transfuges. Les foreurs, qui ont en commun un travail isolé et dangereux, sont incontestablement les grands acteurs de cette grève. Il ne faut pas être surpris que les briseurs de grève soient surtout embauchés comme foreurs; il y a manifestement une pénurie de ce côté, ce qui a nui grandement à la production.

Cette solidarité de métier semble être aussi présente chez les chargeurs de minerai qui ne font partie que du camp gréviste. Sur seize travailleurs occupant cet emploi, onze d'entre eux font partie des solidaires, quatre sont des migrants et un seul est transfuge.

Mais si cette solidarité de métier est manifeste chez les foreurs et les chargeurs de minerai qui partagent le travail sous terre, plusieurs autres postes restent divisés entre grévistes et non-grévistes. Si les boiseurs, travailleurs spécialisés du fond responsables des galeries de la mine, et les creuseurs de puits joignent aussi en grand nombre le camp gréviste lors du déclenchement de la grève, ils ne semblent pas afficher cette solidarité de métier de façon aussi marquante que les foreurs. Quand ils quittent les piquets de grève, c'est pour retourner au travail. Ils rejoignent alors les rangs des boiseurs et des creuseurs de puits loyalistes.

Quant aux autres occupations, elles ne semblent pas, à première vue, être déterminantes dans la prise de position des travailleurs par rapport à la grève; plusieurs des travailleurs spécialisés sont divisés entre les deux camps. En examinant plus attentivement leur appartenance cependant, nous constatons que la répartition des travailleurs de même occupation dans un ou l'autre camp serait aussi un indice d'une solidarité de métier. Toutefois, cette fois-ci, celle-ci s'exprime en fonction du lieu de travail, c'est-à-dire selon que le travailleur œuvre au jour ou sous terre : soit qu'il travaille de jour et à la surface ou selon des quarts de travail et sous terre; soit qu'il fasse beaucoup de temps supplémentaire dans un atelier de surface ou qu'il profite de primes de rendement sous terre. Comme l'a bien démontré Gaudreau, le quotidien des travailleurs miniers est bien différent selon qu'ils occupent un poste de jour ou un poste du fond<sup>92</sup>. Le même métier, comme celui de mécanicien ou

92. On consultera l'article de Guy Gaudreau (« Le témoignage fictif d'Oscar Bougie ou réflexions sur les accidents, suspensions et maladies à la mine Lake Shore de Kirkland Lake »,

d'électricien ne se vit pas de la même manière si on travaille à la lumière du jour ou si on travaille à la lumière artificielle, au fond d'une galerie.

Une première indication de cette solidarité selon les lieux de travail provient de l'examen des 24 machinistes d'extraction qui se répartissent également entre grévistes et non-grévistes lors du déclenchement de la grève. Douze d'entre eux demeurent fidèles à l'employeur, trois autres seront transfuges, mais les neuf autres feront la grève jusqu'à la fin. Comme les foreurs, les machinistes d'extraction occupent un travail essentiel au bon fonctionnement de la mine : ils sont responsables de la délicate manipulation des cages transportant les mineurs et des *skips* qui ramènent à la surface le minerai extrait des galeries. Ces conducteurs d'engin de levage sont fort respectés à l'intérieur de la mine.

Leur nette division, lorsque la grève éclate, pourrait être due, nous semble-t-il, au fait qu'en réalité ils vivent des conditions de travail différentes selon qu'ils œuvrent au jour ou qu'ils œuvrent sous terre. Chose certaine, il existe deux environnements de travail bien distincts pour ces travailleurs à la Lake Shore. En effet, la mine compte six puits : trois mènent à la surface où le conducteur travaille; trois autres ne mènent pas à la surface de sorte que le conducteur travaille à quelques milliers de pied sous terre. Nous serions ainsi portés à suggérer que ceux œuvrant au jour auraient été plus disposés à se ranger du côté des patrons et que ceux travaillant sous terre auraient été beaucoup plus enclins à joindre l'effort syndical. Cette hypothèse pourrait sans doute aussi expliquer la division chez les machinistes, les électriciens et les mécaniciens; ces travailleurs spécialisés qui peuvent exercer leur métier soit sous terre soit au jour. Si cette hypothèse se vérifiait cela signifierait que la grève aurait d'abord été une grève des travailleurs du fond.

Compte tenu du poids décisif des foreurs chez les solidaires, cette hypothèse mérite d'être retenue. Mais nous avons voulu en savoir davantage en tentant d'identifier le lieu de travail des travailleurs spécialisés puisque le système de numérotation des employés nous paraissait attribuer un chiffre supérieur à 1 000 pour le personnel œuvrant à la surface et inférieur à 1 000 pour celui œuvrant au fond. Or, un examen attentif a révélé que ce mode d'attribution des numéros d'employé n'était pas systématiquement appliqué à toutes les catégories d'emploi<sup>93</sup>. C'est pourquoi, nous n'avons pu confirmer cette hypothèse de l'influence du lieu de travail dans la poursuite de la grève. Hypothèse qui ne prétend pas que la forme de solidarité des lieux de travail soit absolue puisque, comme le démontrent les 29 foreurs loyalistes, chaque travailleur, même si ses camarades immédiats optent pour l'un des camps,

---

*Revue du Nouvel-Ontario*, 33 (2008), 41–68) au sujet des accidents de travail, accidents grandement influencés selon le lieu de travail du mineur. On consultera plus particulièrement le graphique 1 de la page 46 pour la répartition des accidents selon l'occupation des travailleurs.

93. Voir Blais, « La solidarité... », 163–165.

peut très bien choisir le camp opposé. En somme, cela signifie que chacun des travailleurs détenait un grand pouvoir décisionnel dans cette grève.

Si nous ne sommes pas pleinement en mesure d'expliquer les facteurs poussant les solidaires à tenir les piquets de grève, et ce, malgré quelques pistes intéressantes, nous devons revenir sur le fait que ces travailleurs, peu importe la raison qui les motivait, ont bel et bien affiché une détermination sans borne pendant toute la durée de la grève au moment même où le Canada et les alliés connaissaient les moments les plus dramatiques de la Deuxième Guerre mondiale. Même après plusieurs départs des rangs grévistes, une bonne majorité des travailleurs de la Lake Shore sont toujours en grève à la fin du conflit.

## Conclusion

Cette étude a permis de bien suivre le déroulement du conflit en distinguant six groupes de travailleurs. La compréhension du conflit, grâce à l'analyse des fiches de service de la principale entreprise impliquée, s'en trouve bonifiée.

La grève de Kirkland Lake est considérée comme une étape importante dans l'histoire ouvrière. Certes, l'ampleur de la grève mobilisant au départ quelques 4 000 travailleurs et sa longue durée (trois mois) peuvent avoir eu un impact suffisant pour favoriser l'avancement de législations protégeant les travailleurs<sup>94</sup>. Mais, celui-ci est atténué, jour après jour, par un retour progressif et discret au travail. Les dirigeants d'entreprise et, par ricochet, les gouvernements en ont été bien conscients si on se réfère aux renseignements scrupuleusement consignés sur les fiches de la Lake Shore. Leur examen minutieux révèle que la solidarité ouvrière, au fil des semaines, est apparue fragile à la Lake Shore. Cette fragilité n'a toutefois pas empêché une majorité de grévistes de faire preuve d'une farouche détermination et de poursuivre l'effort de grève jusqu'à sa fin.

Ce qui nous a le plus étonnée, c'est qu'une certaine solidarité de métier apparaissait clairement et qu'il était facile de distinguer nettement les travailleurs loyalistes des autres. Au moment du déclenchement du conflit, les travailleurs du fond se retrouvent massivement sur les piquets de grève tandis que l'essentiel des travailleurs loyaux à l'entreprise se recrutent parmi ceux du jour. Bien que les indémontrables convictions idéologiques de chacun ont exercé un rôle quant à la manière de départager le gréviste transfuge du migrant et du solidaire, l'environnement immédiat du lieu de travail semble avoir pesé plus lourdement sur la prise de position face à la grève que le simple fait d'être tous salariés. La mine présente d'ailleurs plusieurs types de conditions de

94. L'avancement législatif se traduit par le décret en temps de guerre PC 1003 qui garantissait aux travailleurs le droit à l'organisation syndicale ainsi qu'à la négociation collective dans les industries de guerre; voir Sefton MacDowell, *Remember*, 237; au sujet du décret PC 1003, voir plus précisément, Gouvernement du Canada, « Relations ouvrières : arrêté concernant les relations ouvrières en temps de guerre », *La Gazette du travail*, XLIV (1944), 145-154.

travail qui sont autant de facteurs de désunion. Ceux du jour et ceux du fond se distinguent nettement; Gaudreau l'a d'ailleurs bien démontré dans son analyse sur les absences au travail<sup>95</sup>. Certes, l'amélioration des conditions de travail ne constituait pas l'enjeu de ce conflit, mais les conversations, les échanges et les liens d'amitié qui solidarisent ont été différents selon que l'on travaillait en atelier, au jour ou sous terre.

Comme ces travailleurs ne partageaient pas le même quotidien, ni la même intensité du travail, il a été sans doute bien difficile de faire front commun. Dans cette perspective, la durée de cette grève nous paraît être une prouesse. Ainsi, cette recherche aura surtout permis de démontrer que chacun des travailleurs, comme l'illustre le graphique et l'annexe A, était susceptible d'influencer le déroulement de la grève à chaque jour en modifiant peu à peu le rapport de force. Mais cette histoire des travailleurs, en tant que personnes capables d'agir sur l'histoire, sera toujours inachevée parce qu'elle est justement remplie d'une multitude de trajectoires professionnelles individuelles. Leur quotidien et leurs réflexions, lors du conflit, nous échappent encore. Les salaires, les conditions de travail, les absences et les accidents de travail sont quelques-unes des questions qui devront être analysées pour approfondir cette étude qui, loin de constituer un point final, n'est qu'un point de départ pour une nouvelle réflexion.

### **Remerciements (Acknowledgements)**

*Cette recherche a été possible grâce à l'appui financier du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. L'auteure tient aussi à remercier Guy Gaudreau pour son aide lors du remaniement de ce texte.*

95. Guy Gaudreau, « Les absences au travail... », 51–78.

## Annexe A

**Évolution quotidienne du rapport de force lors de la grève à la Lake Shore, du 18 novembre 1941 au 9 mai 1942**

Date	Travailleurs		Date	Travailleurs	
	Sur les piquets de grève	Au travail		Sur les piquets de grève	Au travail
18 novembre	834	164	19 novembre	833	164
20 novembre	817	168	21 novembre	801	192
22 novembre	767	224	23 novembre	767	224
24 novembre	739	252	25 novembre	723	261
26 novembre	715	267	27 novembre	708	273
28 novembre	702	277	29 novembre	698	279
30 novembre	698	279	1 décembre	690	286
2 décembre	683	288	3 décembre	680	289
4 décembre	679	290	5 décembre	674	296
6 décembre	669	298	7 décembre	669	298
8 décembre	659	299	9 décembre	658	300
10 décembre	658	301	11 décembre	656	302
12 décembre	656	302	13 décembre	656	302
14 décembre	656	302	15 décembre	655	303
16 décembre	654	303	17 décembre	653	304
18 décembre	653	304	19 décembre	653	304
20 décembre	653	304	21 décembre	653	304
22 décembre	645	308	23 décembre	645	308
24 décembre	645	308	25 décembre	645	308
26 décembre	643	309	27 décembre	642	310
28 décembre	642	310	29 décembre	641	310
30 décembre	639	310	31 décembre	638	310
1 janvier	638	310	2 janvier	630	311
3 janvier	630	311	4 janvier	630	311
5 janvier	625	312	6 janvier	623	312
7 janvier	621	313	8 janvier	617	314
9 janvier	617	314	10 janvier	616	314
11 janvier	616	314	12 janvier	615	314
13 janvier	614	315	14 janvier	614	315
15 janvier	614	316	16 janvier	614	316
17 janvier	613	316	18 janvier	613	316
19 janvier	613	317	20 janvier	612	317
21 janvier	612	318	22 janvier	612	318
23 janvier	610	319	24 janvier	607	320
25 janvier	607	320	26 janvier	602	323
27 janvier	599	325	28 janvier	598	328
29 janvier	594	330	30 janvier	589	333



Date	Travailleurs		Date	Travailleurs	
	Sur les piquets de grève	Au travail		Sur les piquets de grève	Au travail
31 janvier	589	334	1 février	589	334
2 février	584	336	3 février	582	338
4 février	579	341	5 février	577	344
6 février	575	344	7 février	571	347
8 février	571	347	9 février	566	350
10 février	561	350	11 février	558	356
12 février	546	367	13 février	533	369
14 février	532	370	15 février	532	370
16 février	487	392	17 février	464	402
18 février	452	410	19 février	449	411
20 février	442	412	21 février	435	418
22 février	435	418	23 février	305	525
24 février	293	531	25 février	276	535
26 février	261	546	27 février	243	546
28 février	238	559	1 mars	238	560
2 mars	194	596	3 mars	188	600
4 mars	177	603	5 mars	168	605
6 mars	164	607	7 mars	159	609
8 mars	159	609	9 mars	157	609
10 mars	153	613	11 mars	147	614
12 mars	138	617	13 mars	133	619
14 mars	133	619	15 mars	133	619
16 mars	126	622	17 mars	122	626
18 mars	115	631	19 mars	111	632
20 mars	110	632	21 mars	109	632
22 mars	109	632	23 mars	99	638
24 mars	88	645	25 mars	85	650
26 mars	78	653	27 mars	74	654
28 mars	72	656	29 mars	72	656
30 mars	67	658	31 mars	62	660
1 avril	58	662	2 avril	57	662
3 avril	56	664	4 avril	56	664
5 avril	56	665	6 avril	53	666
7 avril	51	667	8 avril	47	671
9 avril	46	674	10 avril	44	678
11 avril	44	678	12 avril	44	678
13 avril	44	680	14 avril	44	683
15 avril	44	685	16 avril	43	688
17 avril	43	689	18 avril	43	689
19 avril	43	689	20 avril	42	689

Date	Travailleurs		Date	Travailleurs	
	Sur les piquets de grève	Au travail		Sur les piquets de grève	Au travail
21 avril	41	691	22 avril	41	692
23 avril	41	692	24 avril	41	693
25 avril	41	693	26 avril	41	693
27 avril	41	694	28 avril	41	700
29 avril	41	700	30 avril	41	700
1 mai	38	704	2 mai	38	704
3 mai	38	704	4 mai	38	704
5 mai	38	709	6 mai	38	713
7 mai	38	714	8 mai	38	714
9 mai	0	717			

## Annexe B

## Principales caractéristiques des groupes de grévistes et des travailleurs demeurés fidèles à l'entreprise de la Lake Shore lors de la grève

	Travailleurs loyalistes	Grévistes Migrants	Grévistes transfuges	Grévistes solidaires
Âge moyen	39 ans	31 ans	40 ans	37 ans
État civil	mariés à 88 % (145 cas sur 164)	mariés à 77 % (87 cas sur 113)	mariés à 87 % (141 cas sur 163)	mariés à 85 % (477 cas sur 558)
Enfants à charge	oui, 71 % des cas (entre 1 et 2; une vingtaine de familles de 3 enfants puis quelques grandes familles allant jusqu'à 8 enfants)	oui, 57 % des cas (entre 1 et 2; une dizaine de familles allant de 3 à 8 enfants)	oui, 66 % des cas (entre 1 et 2; une trentaine de familles de 3 enfants puis une dizaine de 4 à 5)	oui, 75 % des cas (entre 1 et 2; quatre-vingt-dix familles de 3 enfants, une trentaine de 4, puis quelques familles allant de 5 à 9)
Famille à Kirkland Lake	présente à 92 %	présente à 87 %	présente à 87 %	présente à 83 %
Origine ethnique	Canadiens 62 % Anglais 21 % Écossais 10 % Europe de l'Est 1 % Europe de l'Ouest 5 % Américains 1 %	Canadiens 72 % Anglais 4 % Écossais 4 % Europe de l'Est 15 % Europe de l'Ouest 4 % Américains 1 %	Canadiens 54 % Anglais 17 % Écossais 12 % Europe de l'Est 13 % Europe de l'Ouest 3 % Américains 1 %	Canadiens 54 % Anglais 7 % Écossais 6 % Europe de l'Est 25 % Europe de l'Ouest 7 % Américains 1 %
Nombre d'années passées au Canada chez les immigrants	Tous plus de 9 ans	Tous plus de 10 ans	Tous plus de 8 ans	Tous plus de 10 ans (sauf 7 cas sur 259)
Expérience de travail dans une mine	62 % d'entre eux	60 % d'entre eux	52 % d'entre eux	68 % d'entre eux
Années de service avant le début de la grève	moins de 12 mois : 7 % 1 à 5 ans : 14 % 5 à 10 ans : 29 % 10 ans et plus : 50 %	moins de 12 mois : 27 % 1 à 5 ans : 23 % 5 à 10 ans : 30 % 10 ans et plus : 20 %	moins de 12 mois : 6 % 1 à 5 ans : 15 % 5 à 10 ans : 26 % 10 ans et plus : 53 %	moins de 12 mois : 11 % 1 à 5 ans : 16 % 5 à 10 ans : 35 % 10 ans et plus : 38 %
Années de travail après la grève	43 % plus de 10 ans	8 % plus de 10 ans	44 % plus de 10 ans	24 % plus de 10 ans

**INTERNATIONAL JOURNAL OF CANADIAN STUDIES  
REVUE INTERNATIONALE D'ÉTUDES CANADIENNES**

**SUBSCRIPTION/ABONNEMENT**

Rates per year (for subscriptions in Canada, please add 5 % GST; for subscriptions outside Canada, please add 10 dollars)/Tarif par année (au Canada, prière d'ajouter 5 p. 100 de TPS; à l'étranger prière d'ajouter 10 dollars:

- 65\$ Institutions
- 40\$ Regular subscription/abonnement régulier
- 25\$ Members of ICCS Associations, retirees or students, include proof/membres des associations du CIEC, retraités ou étudiants, joindre une preuve

Please indicate year of subscription/Veuillez indiquer l'année d'abonnement désirée :

- 2007 N° 35 Sport, Identity and Social Division in Canada/Sport, identités et clivages sociaux au Canada
- N° 36 Democracy, rule of law, human rights. Canada 25 years after the Charter of Rights / La démocratie, l'état de droit et les droits de la personne. Le Canada, 25 après la Charte des droits et libertés
- 2008 N°37 Canadian Challenges / Les défis canadiens
- N°38 Borders, Migrations and Managing Diversity: New Mappings / Frontières, migrations et gestion de la diversité : nouvelles cartographies
- 2009 N°39-40 Culture / Natures in Canada / Culture / natures au Canada
- 2010 N°41 Representations of First Nations and Métis / Les représentations des Premières nations et des Métis
- N°42 Nationalism and Politics/Nationalisme et politiques

Name/Nom . . . . .

Address/Adresse . . . . .

. . . . .  
. . . . .  
. . . . .

Credit card #/N° de carte de crédit : . . . . .

MasterCard  Visa

Expiry Date/Date d'expiration . . . . .

Signature . . . . .

Please return coupon and payment to/SVP, retourner ce coupon accompagné du paiement à :

**IJCS/RIEC**  
**250, av. City Centre Avenue, S-303, Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada**  
☎ (613) 789-7834 📠 (613) 789-7830 📧 [guy.leclair@iccs-ciec.ca](mailto:guy.leclair@iccs-ciec.ca)

***<http://www.iccs-ciec.ca>***